

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

— AUTO PORTRAIT DU MALI SUR LES OBSTACLES À LA PAIX —

Dans le cadre de la consolidation de la paix au Mali, l'Institut Malien de Recherche Action pour la Paix (IMRAP) a initié, en partenariat avec Interpeace et grâce à l'appui financier de l'Union Européenne (UE) et du Royaume du Danemark, un processus de consolidation de la paix intitulé : *Un agenda pour la paix et la cohésion sociale au Mali*. Le présent travail part du constat que la consolidation de la paix ne peut se faire sans la participation active de la population à tous les niveaux et de tous les acteurs de la société malienne. La méthodologie employée pour ce programme a donc été soigneusement choisie de façon à contribuer efficacement à l'identification des questions fondamentales relatives à la consolidation de la paix et au renforcement de la participation collective comme un aspect principal du processus démocratique et de la gestion des affaires publiques. La méthodologie, dite de Recherche-Action Participative, offre en effet un cadre de recherche collectif dans lequel les Maliens participent à la recherche sur les obstacles à la paix durable et sur les solutions à apporter par ses connaissances de la situation, tandis que les chercheurs de l'IMRAP facilitent les débats et canalisent les idées de manière à ce que le processus soit constructif. Cette méthodologie permet enfin de créer un espace neutre de dialogue dans lequel les acteurs maliens peuvent dégager les défis à la paix auxquels le pays est confronté et proposer des pistes de solutions. Cette démarche s'inscrit sur le long terme, dans la mesure où le rétablissement de la confiance entre les acteurs concernés, nécessaire à un débat constructif, requiert du temps.

Dans un souci de représentativité et donc d'objectivité et de qualité, l'identification des participants aux consultations a été menée de manière raisonnée selon une série de critères préalablement établis respectant les sensibilités ethniques, religieuses, socioprofessionnelles, régionales, politiques, de génération, de genre, etc. La méthodologie a ainsi privilégié la collecte de témoignages à l'état brut, représentatifs des points de vue de la société malienne dans son ensemble. La facilitation a été faite de manière ouverte, sans questions préétablies (à l'exception de la question de départ : « quels sont les obstacles à la paix ? »), pour éviter d'être directif ou d'influencer les débats. L'équipe de facilitation avait pour rôle de relever les points de vue soulevés, de les reformuler et de les remettre en débat. Cette technique laisse aux participants le premier rôle et permet l'émergence de consensus au sein du groupe, ou au contraire, de faire ressortir des positions contradictoires.

Le processus de dialogue et de recherche sur les obstacles à la paix au Mali a été mené entre novembre 2013 et mars 2015 dans l'ensemble des huit régions du Mali dans le District de Bamako et dans les camps de réfugiés en Mauritanie et au Niger. Ces importants travaux ont permis de consulter plus de 4700 personnes. Une démarche en trois étapes a été suivie : (i) consultations au niveau des cercles par le biais de 123 focus groupes et plus de 70 entretiens individuels et collectifs; (ii) restitutions régionales visant à valider et approfondir l'analyse préliminaire des Maliens émergents des consultations initiales; (iii) restitution nationale (Conférence Nationale) ayant pour but de valider l'*Autoportrait du Mali* et de hiérarchiser les portes d'entrée pour la recherche de solutions aux obstacles identifiés.

Les données empiriques recueillies auprès de la population ont été complétées et enrichies d'une part par des analyses de personnes-ressources maliennes disposant d'une expertise reconnue dans les différentes thématiques abordées, et d'autre part par une recherche théorique et documentaire susceptible d'apporter un éclairage supplémentaire et d'enrichir la compréhension de ces enjeux.

Enfin, l'outil audiovisuel a été largement utilisé comme complément à la recherche. La vidéo permet d'assurer l'authenticité des propos rapportés en gardant fidèlement les points de vue exprimés pendant les débats et de capturer l'ambiance dans laquelle les dialogues se sont déroulés. Dans un pays aussi vaste que le Mali, l'usage de l'audio-visuel s'est en outre révélé être un outil capital pour faire naître les débats. En projetant à un focus groupe les images des débats d'autres groupes, la vidéo a permis de créer des ponts et de stimuler une compréhension mutuelle entre des groupes sociaux qui, du fait des distances géographiques, culturelles, ethniques, générationnelles, voir psychologiques, n'entreraient normalement pas en dialogue. Au terme de cette recherche participative, il est possible de remarquer l'émergence d'une lecture commune par les Maliens des problèmes qui les affectent. Au final, quatre facteurs clés ont

été mis en relief, considérés comme autant d'obstacles à la paix. Il s'agit : (i) de la gestion de la diversité sociopolitique et de la crise des valeurs sociétales, (ii) de la régulation de la compétition autour des ressources naturelles et des opportunités économiques, (iii) de la gouvernance de l'accès aux services publics et (iv) de l'ingénierie de gestion/résolution des conflits et des rébellions dans le pays.

Une brève présentation de chacun de ces facteurs permet d'obtenir un aperçu des défis à la consolidation de la paix qui y sont liés.

1. DÉFIS LIÉS À LA GESTION DE LA DIVERSITÉ SOCIOPOLITIQUE ET CRISE DES VALEURS SOCIÉTALES

De par sa riche histoire et sa géographie particulière, le Mali est une terre de forte diversité sociopolitique, culturelle et religieuse. Une mosaïque de peuples, de races, d'organisations sociales et de pratiques culturelles variées cohabitent sur son territoire. Aujourd'hui cependant, l'économie politique, nourrie de ce brassage des peuples et de leurs cultures respectives constitue, du point de vue des Maliens, un facteur de risque pour la cohésion sociopolitique. Certains usages sociopolitiques des différences entre les populations (couleur de peau, obédiences religieuses, choix politiques, etc.) sont en effet signalés comme porteurs de risques importants. Les consultations menées dans le cadre de la recherche ont, à cet égard, mis en lumière chez les Maliens le sentiment que, dans un contexte de méconnaissance de l'autre et de ses réalités, laissant la porte ouverte aux visions réductrices, aux stéréotypes et à la stigmatisation, leurs différences sociales, ethniques, religieuses ou politiques, sont fortement instrumentalisées à des fins individuelles (lutte sur le pouvoir d'Etat, enrichissement personnel, reconnaissance sociale, etc.) ou collective (prosélytisme intéressé, etc.). À titre d'illustration, dans le champ religieux, l'on assiste à une démultiplication des courants au sein de l'Islam, portée par des stratégies d'autopromotion de leaders religieux. Comme l'expliquent les Maliens consultés, ces derniers, sur la base d'interprétations parfois biaisées d'écrits saints, travaillent à se construire un capital politique, économique et social en jouant, entre autres, sur les luttes de positionnement entre grands courants internationaux en terre malienne.

« Ce qui faisait la grandeur de ces localités c'est l'unité d'action, c'est la complémentarité entre les ethnies, c'est la cohabitation pacifique, c'est l'interdépendance entre les constituantes de la société. Si on met les gens dos à dos sous prétexte qu'on veut de la démocratie, si on permet à n'importe qui de venir dire ce qu'il veut n'importe où et comment, ça ne pourra pas marcher. »

- Participant, focus groupe de Tombouctou

Pour nombre de Maliens, ce type de dérive est rendu possible notamment par la faillite et les contradictions du système éducatif, considéré comme pourvoyeur de chômeurs à peine correctement instruits. A leurs yeux, l'école malienne, supposée remplacer les cadres traditionnels de socialisation défailants (faillite de l'autorité parentale et de la famille ainsi que des structures d'éducation communautaire traditionnelles) peine à structurer un type de Malien vivant de valeurs éthiques et morales proches de celles qui ont servi de creuset au Mali ancien. Ces valeurs qui ont pour nom le respect et la soumission à l'autorité des anciens, la quête constante de la conciliation et du compromis notamment semblent aujourd'hui s'estomper progressivement dans le pays. Aussi, face au diktat de la modernité portée par les nouvelles technologies de l'information et des communications (NTIC) et à l'image qu'elle leur renvoie d'eux-mêmes, nombreux sont les Maliens en questionnement sur la nature et le processus de production/internalisation des valeurs. Cet affaiblissement du consensus autour des valeurs sociétales creuse progressivement un fossé intergénérationnel, lequel se manifeste par les récriminations des aînés sociaux à l'encontre des comportements adoptés par la nouvelle génération qu'ils jugent contraires aux valeurs ancestrales, alors que les jeunes, sans pour autant les renier, expriment leur désir d'émancipation. Les Maliens se questionnent donc quant aux moyens de cimenter leur société et de définir de manière consensuelle le type de citoyen que le Mali veut former, le type de société dans laquelle ils veulent vivre aujourd'hui : en d'autres mots, aider à l'émergence d'un nouveau citoyen malien. Or, en l'absence d'espaces structurés et d'une vraie culture du dialogue pouvant aider à débattre de ces questions, ce processus génère souvent des tensions

sociales importantes, exacerbées en particulier par l'élargissement du fossé intergénérationnel et la fermentation de certains clivages identitaires.

2. DÉFIS LIÉS À LA RÉGULATION DE LA COMPÉTITION AUTOUR DES RESSOURCES ET OPPORTUNITÉS SOCIOÉCONOMIQUES

Indifféremment des régions et de leurs structures socioéconomiques respectives, de fortes tensions sont perceptibles autour de l'accès aux ressources naturelles et aux opportunités économiques. Elles débouchent notamment sur la crispation des rapports de cohabitation intra- et intercommunautaire et sur l'effritement de la confiance dans les institutions. Au cours des consultations, de nombreuses défaillances perçues dans l'arbitrage de l'accès des différentes catégories de populations (autochtones versus allochtones/allogènes, élites versus citoyens ordinaires, ainés sociaux versus cadets sociaux, femmes versus hommes, etc.) aux opportunités économiques locales ont été dénoncées. Les participants s'accordent sur le fait que la disponibilité d'opportunités économiques est fortement affectée, d'une part

« J'ai du mal à comprendre comment, en si peu de temps, les institutions traditionnelles qui ont toujours assuré une juste et équitable distribution des ressources et convenablement géré les conflits, se trouvent à ce point inefficaces et impuissantes. »

- Participant, focus groupe de Kita, région de Kayes

par certains impondérables tels que la variabilité climatique et la géographie du milieu, mais également par les évolutions dans le contexte sociopolitique et les dynamiques de précarisation des conditions de vie des populations. Ainsi, des stratégies complexes d'appropriation de ces opportunités limitées voient le jour, dans lesquelles les représentants de l'État et autres autorités responsables de la régulation de cet accès sont bien souvent considérés comme parties prenantes. Leur implication, dans des contextes locaux marqués par une grande élasticité des normes et parfois même une opposition manifeste entre normes et pratiques (question des conventions locales), structure ainsi une compétition de plus

en plus accrue et inégale. Aussi, au niveau des régions ou même dans la capitale, certaines catégories de population, généralement autochtones et/ou vulnérables comme les jeunes et les femmes, s'estiment exclues de la jouissance des ressources et opportunités locales et/ou nationales. Cette situation génère d'importants sentiments d'injustice qui crispent les rapports de cohabitation et entraîne un délitement de la confiance dans les institutions.

3. DÉFIS LIÉS À LA GOUVERNANCE DE L'ACCÈS AUX SERVICES PUBLICS

Les consultations ont montré que les déséquilibres structurels et défaillances dans la fourniture d'un service public de qualité accessible à tous et partout au Mali, en matière de justice, d'éducation, de santé et de sécurité génère de profonds sentiments d'inégalité. Ces ressentiments sont interprétés par les populations comme des inégalités de traitement entre régions du Nord et du Sud, entre régions de province et la capitale Bamako, entre centre urbain et milieu rural, etc. En effet, chacune des zones estime que la priorité est accordée aux autres dans le financement du développement par l'État et les partenaires techniques et financiers, l'implantation des infrastructures et, de façon plus globale, la consolidation de la présence de l'État.

Au cœur des débats figure de manière constante – et ce quelle que soit la région – la mise à l’index des contradictions et de l’incomplétude du processus de décentralisation, de même que la non-conformité des pratiques de certains acteurs. Ceci se manifeste principalement par le transfert insuffisant des compétences et des ressources, de même que par le conflit de compétences entre différents paliers et types d’autorités. Ces derniers sont principalement liés à la création de nouveaux lieux de pouvoirs et à la cohabitation d’un pouvoir nommé et d’un pouvoir élu dans des conditions de légitimité et de légalité souvent remises en question. Les populations ont également à maintes reprises soulignées la faible lisibilité et les aberrations liées aux modalités de découpage du territoire, ainsi que le déficit dans l’internalisation du processus de décentralisation par les parties prenantes. A cela se superpose un sentiment de faillite de l’autorité et de faiblesse structurelle de l’État, lequel est particulièrement prégnant dans les régions du Nord et de Kayes, mais ne s’y limite pas.

« C’est comme la corruption, tout le monde dénonce, tout le monde constate que ça fait du mal au pays, que ça freine le développement, que ça freine l’essor du pays. Mais ceux qui font la petite corruption, comme la grande corruption, considèrent que la corruption c’est les autres. Ce qu’ils font pour eux ce n’est pas de la corruption, C’est un arrangement, c’est un service qu’on rend à un ami, à un parent. Mais ce n’est pas de la corruption, ce n’est pas condamnable. [...] Alors qu’eux-mêmes sont au centre, c’est un ensemble, C’est un système qui est construit autour des structures. »

- Ancienne ministre et première femme Gouverneur

Corrélativement, le principal facteur de risque perçu pour la cohésion sociopolitique au Mali réside dans le fait que ces déséquilibres structurels et défaillances sont réinterprétés par les populations sous l’angle de favoritismes régionaux encouragés par les pouvoirs publics ou les partenaires techniques et financiers. Cette lecture a pour conséquence de consolider, dans les imaginaires, un discours polarisant Nord/Sud et des sentiments partagés d’inégalité entre ruraux et urbains, provinciaux et gens de la capitale, entre le Mali d’en haut et celui d’en bas. Fondamentalement, cette catégorisation bipolaire entre Maliens est progressivement intériorisée, avec, d’un côté, les privilégiés et de l’autre les exclus, majoritaires, pour ce qui est des individus et des communautés, et, pour les régions, les centres et les périphéries du développement.

4. DÉFIS LIÉS AUX MÉCANISMES DE GESTION/RÉSOLUTION DES CONFLITS LOCAUX ET RÉBELLIONS ARMÉS

Pour nombre de Maliens consultés, le cycle ininterrompu des rébellions, et même des conflits locaux qui affectent la paix sociale depuis au moins cinq décennies, est porté par les défaillances de l’approche utilisée par les pouvoirs publics pour leur gestion/résolution. En effet, que ce soit par l’usage de la violence légitime de la force publique ou par la négociation, les voies employées pour régler les tensions et conflits semblent porter en elles-mêmes les ferments de la survivance de ces derniers. Ainsi, lorsque l’État opte pour le recours à l’emploi de la violence légitime, dans chaque camps, les

« Il ne faut pas tresser la tête sur les poux ! »

- Participant, focus groupe du camp de Mberra, Mauritanie

« Comment peut-on faire la paix avec une guerre? »

- Lieutenant de l’armée malienne

populations victimes des violences – répression brutale, exactions, violations des droits de l’homme, etc. – ont décrit comment se cultivent en leur sein un cycle de ressentiment et de vengeance, alimentant un environnement d’insécurité constante provoquée en partie par les milices – dont certaines sont mobilisées par l’État – et par la grave crise de confiance entre les populations et leur forces de sécurités – au premier

chef desquelles l'armée malienne. Lorsqu'au contraire l'État choisi la voix de la négociation, les populations consultées ont dénoncé des processus jugés comme n'étant pas suffisamment inclusifs ou portés par des acteurs considérés comme non légitimes.

Dans tous les cas, les défaillances perçues dans les mécanismes de résolution des conflits génèrent au sein des populations un profond sentiment d'abandon qui pousse parfois à des formes de repli identitaire, lesquels se voient

renforcés par des dynamiques de miliciorisation se mettant en place en réponse au vide sécuritaire. Dans d'autres cas, il s'agit de sentiments d'inégalité entre communautés qui induit une profonde défiance vis à vis de l'État, faisant ainsi le lit des processus de radicalisation de certains groupes. Cette situation contribue alors à entretenir un climat nuisible de crise permanente entre populations ou entre certaines franges de la population et l'État.

«On veut dire la vérité, puisque honnêtement on en a marre avec ce problème. Il n'y a pas de paix, il y a pas de guerre, on ne sait pas à quel saint se vouer. [...] Il faut dire que les rebellions ont été mal-gérées, c'est ça la vérité ».

- Participant, focus groupe des notabilités arabes, Ber

Sur la base du consensus sur les obstacles à la paix établi autour de cet Autoportrait, la Conférence Nationale a déterminé – reconnaissant que les obstacles identifiés sont complexes, interconnectés les uns aux autres et soulèvent des divergences de points de vue – qu'ils n'existent pas de solutions clés en main. Un constat qui a mené la Conférence à reconnaître que de nouvelles approches, plus participatives, inclusives et tournées vers le changement sont nécessaires afin de trouver des solutions non seulement opérationnelles, mais aussi consensuelles et durables. C'est dans cette optique qu'un mandat a été donné par les représentants du Mali à l'IMRAP et Interpeace, afin de lancer un processus participatif de recherche de solutions sur les priorités pour la paix identifiées (voir *fiches thématiques* en annexe), en collaboration étroite avec un comité de pilotage chargé d'accompagner l'IMRAP dans l'identification, l'analyse et l'appui aux efforts à mener pour que ces solutions conduisent à un réel changement. Ces défis considérés comme prioritaires par la Conférence Nationale sont (i) *l'effritement des valeurs sociétales*, (ii) *les limitations d'accès à l'emploi pour les jeunes*, (iii) *les défaillances dans la gouvernance des affaires publiques* et (iv) *l'insécurité chronique* notamment à travers la crise de confiance entre les populations et leur système de sécurité et les phénomènes de miliciorisation.

Grâce au soutien financier de l'Union Européenne (UE) et du gouvernement du Danemark



MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DANIDA | COOPÉRATION DANOISE
 AU DÉVELOPPEMENT

Ainsi que l'accompagnement institutionnel de

